

GEBIEDEN	Land
<b>sub-Saharisch Afrika</b>	Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kameroen, Kaapverdië, Centraal-Afrikaanse Republiek, Comoren, Congo (Brazzaville), Congo (DRC), Ivoorkust, Djibouti, Eritrea, Equatoriaal-Guinea, Ethiopië, Gabon, Gambia, Ghana, Guinee, Guinee-Bissau, Kenia, Lesotho, Liberia, Madagaskar, Malawi, Zuid-Afrika, Mali, Mauritius, Mauritanië, Mozambique, Namibië, Niger, Nigeria, Oeganda, Rwanda, Sao Tomé en Príncipe, Senegal, Seychellen, Sierra Leone, Somalië, Sudan, Zuid-Sudan, Swaziland, Tanzania, Tsjaad, Togo, Zambia, Zimbabwe.
<b>Noord-Amerika</b>	Canada, Verenigde Staten, Mexico
<b>Midden- en Zuid-Amerika</b>	Antigua en Barbuda, Bahama's, Barbados, Belize, Canada, Costa Rica, Cuba, Dominica, Grenada, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaica, Verenigde Staten, Mexico, Nicaragua, Panama, Puerto Rico, Dominicaanse Republiek, Saint Kitts en Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent en de Grenadines, El Salvador, Trinidad en Tobago, Argentinië, Bolivia, Brazilië, Chili, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Suriname, Uruguay, Venezuela
<b>Nabije Oosten</b>	Israël, Jordanië, Libanon, Syrië, Palestijnse gebieden
<b>Midden-Oosten</b>	Armenië, Azerbeidzjan, Bahrein, Georgië, Saoedi-Arabië, Verenigde Arabische Emiraten, Irak, Iran, Koeweit, Oman, Qatar, Jemen
<b>Asean</b>	Brunei, Cambodja, Indonesië, Laos, Maleisië, Myanmar/Birma, Filippijnen, Singapore, Thailand, Vietnam
<b>Azië</b>	Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, India, Japan, Kazachstan, Kirgizië, Malediven, Mongolië, Myanmar/Birma, Noord-Korea, Pakistan, Zuid-Korea, Sri Lanka, Tadzjikistan, Taiwan, Oost-Timor, Turkmenistan, Oezbekistan.
<b>Oceanië</b>	Australië, Cookeilanden, Federale Staten van Micronesië, Fiji, Hawaï, Marshalleilanden, Kiribati, Nauru, Niue, Nieuw-Caledonië, Nieuw Zeeland, Palau, Papoea-Nieuw-Guinea, Frans-Polynesië, Salomonseilanden, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2023 betreffende steun aan de landbouw

Namen, 14 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/002435]

**20 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, § 1er, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, et 38, § 1er, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu le rapport du 15 novembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 24 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.959/4

Vu la décision de la section de législation du 24 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de la S.C.R.L CINERGIE, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

Considérant l'avis de la S.A. BIOMÉTHANE DU BOIS D'ARNELLE, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

Considérant l'avis de la S.A. VANHEEDE ENVIRONMENT GROUP, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;

Considérant l'avis de la Fédération des biométhaniseurs agricoles (FEBA), donné le 28 novembre 2023 ;

Considérant l'avis de la Fédération des énergies renouvelables (EDORA), donné le 12 décembre 2023 ;

Considérant l'avis de la Fédération belge des entreprises électriques et gazières (FEBEG), donné le 12 décembre 2023 ;

Considérant l'avis de ValBiom Valorisation de la biomasse ASBL, donné le 12 décembre 2023 ;

Considérant l'avis de la CWaPE, donné le 8 décembre 2023 ;

Considérant que la réforme proposée modifie l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération sur quatre mécanismes différents : l'ajustement du soutien sur base trimestrielle, la prise en compte de l'indice ZTP, l'indexation du revenu cible, et la catégorisation des installations selon le débit d'injection moyen ;

Considérant que le facteur  $\Delta_{\text{gaz}}$  est désormais révisé sur une base trimestrielle plutôt qu'annuelle, pour mieux refléter les évolutions du marché ;

Considérant que la méthodologie de calcul tient compte de l'indice de marché ZTP, celui-ci étant plus représentatif des ventes des producteurs wallons ;

Considérant qu'il convient de prévoir un mécanisme d'indexation des coûts et des charges supportés par les producteurs ;

Considérant qu'il convient d'adopter une fréquence d'indexation équivalente à celle du facteur  $\Delta_{\text{gaz}}$ , soit trimestrielle ;

Considérant que pour des raisons techniques, liées au processus de production, il n'est pas possible de brider une installation de production de biométhane et il n'est donc pas possible pour les producteurs de respecter leur appartenance à une catégorie basée sur une capacité d'injection ;

Considérant qu'il convient de définir l'appartenance à une catégorie basée sur le débit de biométhane moyen injecté sur une période comprise entre deux relevés de compteurs pouvant donner lieu à l'octroi de LGO gaz SER ;

Considérant que l'article 15decies de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération prévoit un mécanisme de réservation de certificats verts additionnels, il convient de limiter l'octroi de certificats verts à un site de production par l'application d'un seuil au volume d'injection de biométhane, le biométhane injecté au-delà de ce seuil n'étant pas éligible au soutien ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2022, est complété par le 34<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 34<sup>o</sup> « débit moyen d'injection de biométhane » : exprimé en  $\text{Nm}^3/\text{h}$ , le débit moyen d'injection de biométhane correspond au rapport entre le volume de biométhane injectée sur une période comprise entre deux relevés de compteurs pouvant donner lieu à l'octroi de LGO gaz SER et le nombre d'heure de cette période. ».

**Art. 2.** Dans l'article 15decies, § 2, alinéa 3, 3<sup>o</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les mots « visée à l'annexe 14, » sont insérés entre les mots « sur proposition du Ministre, » et les mots « se basant sur la performance ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 14 rédigée comme suit :

« Annexe n<sup>o</sup>14. Méthodologie de calcul du taux d'octroi de certificats verts additionnels pour l'injection de biométhane, article 15decies.

1<sup>o</sup> OBJET

La présente annexe expose la méthodologie de calcul appliquée ainsi que les caractéristiques technico-économiques retenues pour la détermination du taux d'octroi de certificats verts additionnels aux installations de cogénération fossile souhaitant bénéficier de l'article 15decies par le biais de l'utilisation spécifique des labels de garantie d'origine gaz SER.

2<sup>o</sup> TAUX D'OCTROI DES CERTIFICATS VERTS

Le nombre de certificats verts octroyés aux installations de cogénération fossile utilisant des labels de garantie d'origine gaz SER, bénéficiant du taux d'octroi de certificats verts additionnels, est déterminé par les formules suivantes :

[1]	$CV = t_{CV} \times E_{enp}$	[CV]
[2]	$t_{CV} = \min(\text{plafond}; t_{CV, \text{régime initial}} + t_{CV, \text{additionnel}})$	[CV/MWh <sub>e</sub> ]

Avec :

$E_{enp}$  : l'électricité nette produite en MWh<sub>e</sub>, limitée à la première tranche de 20 MWh<sub>e</sub> ;

plafond : le taux d'octroi maximum défini par l'article 38 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

$t_{CV, \text{régime initial}}$  : le taux d'octroi applicable selon le régime initial de l'installation de cogénération fossile ;

$t_{CV, \text{additionnel}}$  : le taux d'octroi de certificats verts additionnels, se basant sur la performance environnementale du gaz issu de renouvelables reprise sur les LGO gaz SER utilisés qui implique une économie virtuelle supplémentaire de CO<sub>2</sub>, la fraction du combustible de l'installation de production d'électricité verte substitué et les conditions de marché.

### 3° TAUX D'OCTROI DE CERTIFICATS VERTS ADDITIONNELS

Le taux d'octroi de certificats verts additionnels se définit comme suit :

[3]	$t_{CV, \text{additionnel}} = \text{Gain}_{CO_2} * X_{G \text{ SER}} * \beta_{n,t}$	[CV/MWh <sub>e</sub> ]
-----	---	------------------------

Avec :

$\text{Gain}_{CO_2}$  : le gain relatif d'émissions de CO<sub>2</sub> du gaz SER par rapport au gaz.

Ce facteur est déterminé comme suit :

$\text{Gain}_{CO_2} = \left( \frac{N_{GN} - N_{G \text{ SER}}}{N_{GN}} \right) * \left( \frac{\alpha_{e, \text{réf}}}{\alpha_e} \right)$
--

Avec :

$N_{GN}$  : le coefficient d'émission de CO<sub>2</sub> du gaz naturel, soit deux cent cinquante et un kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCI ;

$N_{G \text{ SER}}$  : le coefficient d'émission de CO<sub>2</sub> du gaz issu de source renouvelable, exprimé en kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCI et équivalent au coefficient repris par le label de garantie d'origine gaz SER, exprimé en kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCS, sur base d'un rapport  $\text{PCS}_{G \text{ SER}} / \text{PCI}_{G \text{ SER}}$  de 1,111 ;

$\alpha_{e, \text{réf}}$  : le rendement électrique de référence d'une centrale au gaz naturel, soit cinquante-cinq pour cent ;

$\alpha_e$  : le rendement électrique de l'installation de cogénération fossile utilisant les LGO gaz SER ;

$X_{G \text{ SER}}$  : la fraction de biométhane dans l'énergie entrante de l'installation de cogénération, et correspondant au quotient de l'énergie entrante liée au nombre de labels de garantie d'origine gaz SER annulés, par l'énergie entrante totale. Ces deux énergies sont toutes deux exprimées en PCI. Le coefficient  $X_{G \text{ SER}}$  est déterminé comme suit :

$$X_{G\ SER} = \frac{N_{LGO} * \frac{PCI_{G\ SER}}{PCS_{G\ SER}}}{E_e}$$

Avec :

$N_{LGO}$  : le nombre de LGO gaz SER annulés par le producteur d'électricité verte en vue de bénéficier du taux d'octroi de certificats verts additionnels ;

$PCS_{G\ SER}$  : le pouvoir calorifique supérieur du gaz SER ;

$PCI_{G\ SER}$  : le pouvoir calorifique inférieur du gaz SER ;

$E$  : l'énergie entrante, soit l'ensemble des énergies primaires consommées par l'installation de production d'électricité, établies sur base de leur PCI ;

$B_{n,t}$  : le coefficient économique tenant compte des conditions de marché du gaz naturel.

Le coefficient économique  $B_{n,t}$  est composé comme suit :

$$\beta_{n,t} = q_{ECO} * \Delta_{gaz,n,t}$$

Avec :

$q_{ECO}$  : le facteur économique déterminé par le Gouvernement en fonction de la typologie de l'installation de production de biométhane, du fait qu'elle est neuve ou qu'elle correspond à une extension et de son débit moyen de biométhane, comme suit :

	≤ 750 Nm <sup>3</sup> /h (1)	> 750 Nm <sup>3</sup> /h (1)
<b>Installation neuve (2)</b>	2,6	2,25
<b>Extension d'installation existante (3)</b>	2,6	2,25
<b>TRI, CET, STEP (4)</b>	0	0

(1) Précise le seuil de débit moyen de biométhane. Le débit moyen d'injection de biométhane d'une installation est calculé lors de chaque octroi des LGO gaz SER. Dès lors qu'une installation donnée initialement neuve ou en extension voit son débit moyen d'injection de biométhane dépasser le seuil pivot, celle-ci se verra appliquer le  $q_{ECO}$  de la catégorie correspondant au débit moyen d'injection de biométhane calculé pour la période correspondante.

L'utilisation d'un seuil vise à tenir compte du facteur d'échelle dont bénéficie un projet de taille plus importante, dont le coût de production est supposé inférieur à celui d'un projet de plus petite taille. Le seuil de 750Nm<sup>3</sup>/h est fixé.

(2) Une installation neuve est une installation sur le site de laquelle un digesteur est installé n'est pas préexistant.

(3) Une installation qui ne répond pas à la définition

d'installation neuve est considérée comme une extension d'installation existante.

(4) Les sites de production de biogaz issu de centre d'enfouissement technique CET, de centre de tri ou de traitement de déchets ménagers TRI et de traitement des eaux usées STEP ne bénéficient pas du mécanisme d'octroi de certificats verts additionnels défini à l'article 15decies.

$\Delta_{\text{gaz},n,t}$  : le facteur déterminé trimestriellement par l'Administration, qui prend en compte la variation du prix spot day-ahead du gaz naturel sur le marché. Ce coefficient est déterminé de manière à être égal à 1 en 2019, et ce en fonction d'un prix spot day-ahead du gaz naturel moyen de 13,46 EUR/MWh PCS. Lorsque le prix spot day-ahead sur le marché du gaz naturel dépasse le prix moyen de 13,46 EUR/MWh PCS, le facteur  $\Delta_{\text{gaz}}$  est amené à réduire le profit total réalisé par le producteur de biométhane, jusqu'à atteindre un profit tiré de l'octroi additionnel de certificats verts nul lorsque le prix spot day-ahead du gaz naturel sur le marché atteint une valeur plafond. A l'inverse, en dessous de cette valeur, le facteur  $\Delta_{\text{gaz}}$  augmente de manière à garantir le niveau de soutien minimum ciblé.

Le facteur  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ , applicable pour le trimestre t de l'année n, se calcule de la manière suivante :

$$\Delta_{\text{gaz},n,t} = \max\left(0; \frac{P_M - ZTP_{\text{Spot},t-1}}{P_M - P_m}\right)$$

Avec :

$P_M$  le prix du gaz naturel à partir duquel il est admis que le producteur de biométhane n'a plus besoin de soutien additionnel pour assurer la rentabilité de son unité de production. Pour 2019, la valeur de ce paramètre  $P_{M0}$  est fixée à 85 EUR/MWh<sub>gaz</sub>.

Pour déterminer la valeur actuelle de  $P_M$ , il convient d'indexer le  $P_{M0}$  selon la formule suivante :

$$P_M = P_{M0} \times I$$

Le paramètre d'indexation I se calcule de la manière suivante :

$$I = 0,4 + \left(0,2 \times \frac{ICHT_{n,t-1}}{ICHT_{n0,t0}}\right) + \left(0,2 \times \frac{IPP_{IND-n,t-1}}{IPP_{IND-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPPD_{EGVAC-n,t-1}}{IPPD_{EGVAC-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPA_{E-n,t-1}}{IPA_{E-n0,t0}}\right)$$

Où :

1°  $ICHT_{n,t-1}$  : correspond à l'indice du coût de la main d'œuvre dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  est calculé ;

2°  $ICHT_{n0,t0}$  : correspond à l'indice du coût de la main d'œuvre dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, c'est-à-dire 97,77 ;

3°  $IPP_{IND-n,t-1}$  : correspond à la moyenne des indices des prix à la production de l'industrie hors construction en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  est calculé ;

4°  $IPP_{IND-n0,t0}$  : correspond à la moyenne des indices des prix à la production de l'industrie hors construction en Belgique, publié sur Statbel, pour

le 1<sup>er</sup> trimestre 2019, c'est-à-dire 117,87 ;

5° IPPD<sub>EGVAC-n,t-1</sub> : correspond à la moyenne des indices des prix à la production et à la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  est calculé ;

6° IPPD<sub>EGVAC-n,0,t0</sub> : correspond à la moyenne des indices des prix à la production et à la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2019, c'est-à-dire 158,3 ;

7° IPAE<sub>n,t-1</sub> : correspond à la moyenne des indices mensuels des prix à la production des produits agricoles et horticoles en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  est calculé ;

8° IPAE<sub>n,0,t0</sub> : correspond à la moyenne des indices mensuels des prix à la production des produits agricoles et horticoles en Belgique, publié sur Statbel, pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2019, c'est-à-dire 112,09 ;

$P_m$  : la moyenne arithmétique des prix spot day-ahead du gaz naturel sur le marché sur une année complète, s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019, soit 13,46 EUR/MWh<sub>gaz</sub><sup>1</sup> ;

ZTP<sub>spot, t-1</sub> : la moyenne arithmétique des prix spot day-ahead EEX Gas Day Ahead ZTP de clôture sur le marché SPOT sur le trimestre t-1 précédent le trimestre pour lequel le  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  est calculé. Les périodes de référence sont les suivantes :

1° du 1<sup>er</sup> octobre n-1 au 31 décembre n-1 pour le 1<sup>er</sup> trimestre n ;

2° du 1<sup>er</sup> janvier n au 31 mars n pour le 2<sup>e</sup> trimestre n ;

3° du 1<sup>er</sup> avril n au 30 juin n pour le 3<sup>e</sup> trimestre n ;

4° du 1<sup>er</sup> juillet n au 30 septembre n pour le 4<sup>e</sup> trimestre n.

Le facteur  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  s'applique au prorata entre les différents trimestres concernés lorsque la période de production considérée couvre plusieurs trimestres qui donnent lieu à une révision du facteur  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ .

**Art. 4.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 20 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/002435]

**13. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37 § 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, und Artikel 38 § 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Berichts vom 15. November 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 24. November 2023 unter der Nummer 74.959/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 24. November 2023, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;



In Erwägung der am 1. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme der "S.C.R.L CINERGIE";

In Erwägung der am 1. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme der "S.A. BIOMÉTHANE DU BOIS D'ARNELLE";

In Erwägung der am 1. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme der "S.A. VANHEEDE ENVIRONMENT GROUP";

In Erwägung der am 28. November 2023 abgegebenen Stellungnahme des Verbands "Fédération des biométhaniseurs agricoles (FEBA)";

In Erwägung der am 12. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme des Verbands erneuerbarer Energien EDORA;

In Erwägung der am 12. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme des Belgischen Verbands der Elektrizitäts- und Gasunternehmen FEBEG;

In Erwägung der am 12. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme der "ValBiom Valorisation de la biomasse ASBL";

In Erwägung der am 8. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme der CWaPE;

In Erwägung, dass durch die vorgeschlagene Reform der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms in Bezug auf vier verschiedene Mechanismen abgeändert wird: die Anpassung der Unterstützung auf vierteljährlicher Basis, die Berücksichtigung des ZTP-Index, die Indexierung des Zieleinkommens und die Kategorisierung der Anlagen nach der durchschnittlichen Einspeisungsrate;

In der Erwägung, dass der  $\Delta$ Gas-Faktor nunmehr auf vierteljährlicher statt auf jährlicher Basis überprüft wird, um die Marktentwicklungen besser widerzuspiegeln;

In der Erwägung, dass die Berechnungsmethode den ZTP-Marktindex berücksichtigt, da dieser repräsentativer für die Verkäufe der wallonischen Erzeuger ist;

In der Erwägung, dass ein Mechanismus zur Indexierung der von den Erzeugern getragenen Kosten und Aufwendungen vorgesehen werden sollte;

In der Erwägung, dass eine dem  $\Delta$ gazfaktor entsprechende Indexierungsfrequenz, d. h. eine vierteljährliche Indexierung, angenommen werden sollte;

In der Erwägung, dass es aus technischen Gründen, die mit dem Produktionsprozess zusammenhängen, nicht möglich ist, eine Anlage zur Erzeugung von Biomethan zu drosseln, und es daher für die Erzeuger nicht möglich ist, ihre Zugehörigkeit zu einer Kategorie, die auf einer Einspeisekapazität beruht, zu respektieren;

In der Erwägung, dass die Zugehörigkeit zu einer Kategorie auf der Grundlage der durchschnittlichen Biomethanmenge, die in einem Zeitraum zwischen zwei Zählerablesungen eingespeist wurde, definiert werden sollte, die zur Gewährung von GHG Gas aus EEQ führen kann;

In der Erwägung, dass Artikel 15decies des Erlasses Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms einen Mechanismus zur Reservierung zusätzlicher grüner Zertifikate vorsieht, sollte die Vergabe grüner Zertifikate an eine Produktionsstätte durch die Anwendung eines Schwellenwerts für das Volumen der Einspeisung von Biomethan begrenzt werden, da das über diesen Schwellenwert hinaus eingespeiste Biomethan nicht beihilfefähig ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung;

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2022, wird durch eine Ziffer 34 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"34° "durchschnittliche Biomethaneinspeiseleistung": Die in  $\text{Nm}^3/\text{h}$  ausgedrückte durchschnittliche Biomethaneinspeiseleistung entspricht dem Verhältnis zwischen dem Biomethanvolumen, das in einem Zeitraum zwischen zwei Zählerablesungen, die zur Gewährung von GHG Gas aus EEQ führen können, eingespeist wurde, und der Anzahl der Stunden dieses Zeitraums. "

**Art. 2** - In Artikel 15decies § 2 Absatz 3 Ziffer 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird die Wortfolge "gemäß Artikel 14" nach dem Wort "Methode" eingefügt.

**Art. 3** - In denselben Erlass wird ein Anhang 14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anhang Nr. 14. Methodologie zur Berechnung des Satzes für die Gewährung zusätzlicher grüner Zertifikate für die Einspeisung von Biomethan, Artikel 15decies.

1° GEGENSTAND

In dem vorliegenden Anhang werden die angewandte Berechnungsmethode und die technisch-wirtschaftlichen Merkmale dargelegt, die zur Bestimmung des Satzes für die Gewährung zusätzlicher grüner Zertifikate für mit fossilen Brennstoffen befeuerte KWK-Anlagen, die in den Genuss der Bestimmungen von Artikel 15decies durch die spezifische Verwendung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für Gas aus EEQ gelangen wollen, herangezogen wurden.

2° ERTEILUNGSSATZ VON GRÜNEN ZERTIFIKATEN

Die Anzahl der grünen Zertifikate, die an mit fossilen Brennstoffen befeuerte KWK-Anlagen vergeben werden, die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für Gas aus EEQ verwenden und für die der Satz für die Vergabe zusätzlicher grüner Zertifikate gilt, wird nach den folgenden Formeln bestimmt:

[1]	$CV = t_{CV} \times E_{enp}$	[CV]
[2]	$t_{CV} = \min(\text{plafond}; t_{CV, \text{régime initial}} + t_{CV, \text{additionnel}})$	[CV/MWhe]

Dabei ist:

$E_{enp}$ : der erzeugte Nettostrom in MWhe, beschränkt auf die erste Tranche von 20 MW<sub>e</sub>;

Obergrenze: in Artikel 38 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts festgelegte Obergrenze des Erteilungssatzes;

$t_{CV, \text{ursprüngliche Regelung}}$ : der anwendbare Erteilungssatz nach der ursprünglichen Regelung der mit fossilen Brennstoffen befeuerten KWK-Anlage;

$t_{CV, \text{zusätzlich}}$ : der Erteilungssatz für zusätzlicher grüner Zertifikate, basierend auf der Umweltleistung des Gases aus erneuerbaren Energien, das in die verwendeten GHG Gas aus EEQ aufgenommen wurde und eine zusätzliche virtuelle CO<sub>2</sub>-Einsparung impliziert, dem ersetzten Brennstoff der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom und den Marktbedingungen.

### 3° ERTEILUNGSSATZ VON ZUSÄTZLICHEN GRÜNEN ZERTIFIKATEN

Der Satz für die Erteilung zusätzlicher grüner Zertifikate wird wie folgt definiert:

[3]	$t_{CV, \text{additionnel}} = \text{Gain}_{CO_2} * X_{G \text{ SER}} * \beta_{n,t}$	[CV/MWhe]
-----	---	-----------

Dabei ist:

$\text{Gewinn}_{CO_2}$ : Der relative Gewinn an CO<sub>2</sub>-Emissionen von Gas aus EEQ im Vergleich zu Gas.

Dieser Faktor wird wie folgt bestimmt:

$\text{Gain}_{CO_2} = \left( \frac{N_{GN} - N_{G \text{ SER}}}{N_{GN}} \right) * \left( \frac{\alpha_{e, \text{réf}}}{\alpha_e} \right)$
--

Dabei ist:

$N_{GN}$ : der CO<sub>2</sub>-Emissionskoeffizient von Erdgas, d. h. zweihunderteinundfünfzig kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCI;

$N_{G \text{ SER}}$ : der CO<sub>2</sub>-Emissionskoeffizient von Gas aus erneuerbaren Quellen, ausgedrückt in kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCI und gleichwertig mit dem vom Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für Gas aus EEQ übernommenen Koeffizienten, ausgedrückt in kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCS, auf der Grundlage eines Verhältnisses  $\text{PCS}_{G \text{ SER}} / \text{PCI}_{G \text{ SER}}$  von 1,111;

$\alpha_e, \text{Ref}$ : der elektrische Referenzwirkungsgrad eines erdgasbetriebenen Kraftwerks, d. h. fünfundfünfzig Prozent;

$\alpha_e$ : der elektrische Wirkungsgrad der mit fossilen Brennstoffen befeuerten KWK-Anlage, die mit GHG Gas aus EEQ betrieben wird; ;

$X_{G \text{ SER}}$ : der Biomethananteil in der Eingangsenergie der KWK-Anlage und entsprechend dem Quotienten aus der Eingangsenergie, die mit der Anzahl der entwerteten Herkunftsnachweise für Gas aus EEQ verbunden ist, und der gesamten Eingangsenergie. Diese beiden Energien werden beide in PCI angegeben. Der Koeffizient  $X_{G \text{ SER}}$  wird wie folgt bestimmt:



$$X_{G\ SER} = \frac{N_{LGO} * \frac{PCI_{G\ SER}}{PCS_{G\ SER}}}{E_e}$$

Dabei ist:

$N_{LGO}$ : die Anzahl der GHG Gas aus EEQ, die der Ökostromerzeuger annulliert hat, um in den Genuss des Erteilungssatzes für zusätzliche grüne Zertifikate zu gelangen;

$PCS_{G\ SER}$ : der obere Heizwert des Gases aus EEQ;

$PCI_{G\ SER}$ : der untere Heizwert des Gases aus EEQ;

$E$ : die Eingangsenergie d.h. die gesamten auf der Grundlage ihres unteren Heizwerts festgelegten Primärenergien, die durch die Stromerzeugungsanlage verbraucht werden.

$B_{n,t}$ : der wirtschaftliche Koeffizient, der die Marktbedingungen für Erdgas berücksichtigt.

Der wirtschaftliche Koeffizient  $B_{n,t}$  hat die folgende Zusammensetzung:

$$\beta_{n,t} = q_{ECO} * \Delta_{gaz,n,t}$$

Dabei ist:

$q_{ECO}$ : der wirtschaftliche Faktor, der von der Regierung auf Grundlage der Typologie der Biomethanproduktionsanlage, der Tatsache, ob sie neu ist oder ob es sich um einen Ausbau handelt, und ihrer durchschnittlichen Biomethaneinspeiseleistung wie folgt festgelegt wird:

	≤ 750 Nm <sup>3</sup> /h (1)	≤ 750 Nm <sup>3</sup> /h (1)
<b>Neue Anlage (2)</b>	2,6	2,25
<b>Ausbau einer bestehenden Einrichtung (3)</b>	2,6	2,25
<b>TRI, CET, STEP (4)</b>	0	0

(1) Spezifiziert den Schwellenwert für die durchschnittlichen Biomethaneinspeiseleistung. Die durchschnittliche Biomethaneinspeiseleistung einer Anlage wird bei jeder Vergabe der GHG Gas aus EEQ berechnet Sobald die durchschnittliche Biomethaneinspeiseleistung einer bestimmten, ursprünglich neuen oder ausgebauten Anlage den Schwellenwert überschreitet, wird auf diese Anlage der  $q_{ECO}$  der Kategorie angewendet, der die durchschnittliche Biomethaneinspeiseleistung entspricht, die für den entsprechenden Zeitraum berechnet wurde.

Durch die Verwendung eines Schwellenwerts soll der Skalierungsfaktor berücksichtigt werden, von dem ein größeres Projekt profitiert, bei dem angenommen wird, dass seine Produktionskosten niedriger sind als die eines kleineren Projekts. Die Schwelle von 750Nm<sup>3</sup>/h wird festgelegt.

(2) Eine neue Anlage ist eine Anlage, auf deren Gelände ein Faulbehälter installiert wird, der nicht schon vorher vorhanden war.

(3) Eine Anlage, die nicht der Definition einer neuen Anlage entspricht, gilt als Ausbau einer bestehenden Anlage.

(4) Anlagen zur Erzeugung von Biogas aus technischen Vergrabungszentren CET, Sortier- oder Aufbereitungsanlagen für Hausmüll TRI und Abwasserbehandlungsanlagen STEP kommen nicht in den Genuss des Mechanismus für zusätzliche grüne Zertifikate gemäß Artikel 15decies.

$\Delta_{gaz,n,t}$ : Der vierteljährlich von der Verwaltung festgelegte Faktor, der die Veränderung des Spotpreises day-ahead für Erdgas auf dem Markt berücksichtigt. Dieser Koeffizient wird so festgelegt, dass er im Jahr 2019 gleich 1 ist, und zwar auf der Grundlage eines durchschnittlichen Day-Ahead-Spotpreises für Erdgas von 13,46 EUR/MWh PCS. Wenn der Day-Ahead-Spotpreis auf dem Erdgasmarkt den Durchschnittspreis von 13,46 EUR/MWh PCS übersteigt, wird der  $\Delta_{gaz}$ -Faktor veranlasst, den vom Biomethanproduzenten erzielten Gesamtgewinn zu reduzieren, bis ein Gewinn aus der zusätzlichen Vergabe grüner Zertifikate von Null erreicht wird, wenn der Day-Ahead-Spotpreis für Erdgas auf dem Markt einen Höchstwert erreicht. Umgekehrt steigt unterhalb dieses Wertes der  $\Delta_{Gas}$ -Faktor, um das angestrebte Mindestmaß an Unterstützung zu gewährleisten.

Der Faktor  $\Delta_{gaz,n,t}$ , der für das Quartal t des Jahres n gilt, wird wie folgt berechnet:

$$\Delta_{gaz,n,t} = \max\left(0; \frac{P_M - ZTP_{Spot,t-1}}{P_M - P_m}\right)$$

Dabei ist:

$P_M$  der Erdgaspreis, ab dem davon ausgegangen wird, dass der Biomethanproduzent keine zusätzliche Unterstützung mehr benötigt, um die Rentabilität seiner Produktionseinheit zu gewährleisten. Für 2019 wird der Wert dieses Parameters  $P_{M0}$  auf 85 EUR/MWh<sub>Gas</sub> festgelegt.

Um den aktuellen Wert von  $P_M$  zu bestimmen, sollte  $P_{M0}$  nach folgender Formel indiziert werden:

$$P_M = P_{M0} \times I$$

Der Indexparameter I wird wie folgt berechnet:

$$I = 0,4 + \left(0,2 \times \frac{ICHT_{n,t-1}}{ICHT_{n0,t0}}\right) + \left(0,2 \times \frac{IPP_{IND-n,t-1}}{IPP_{IND-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPPD_{EGVAC-n,t-1}}{IPPD_{EGVAC-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPA_E-n,t-1}{IPA_E-n0,t0}\right)$$

Dabei ist:

1°  $ICHT_{n,t-1}$ : entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Index der Arbeitskosten im Bereich der Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und Klimaanlage in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t, für das der  $\Delta_{gaz,n,t}$  berechnet wird;

2°  $ICHT_{n0,t0}$ : entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Index der Arbeitskosten im Bereich der Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und Klimaanlage in Belgien für das 1. Quartal 2019, d.h. 97,77;

3°  $IPP_{IND-n,t-1}$ : entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Erzeugerpreisindexe für die Industrie ohne Baugewerbe in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t, für das  $\Delta_{Gas,n,t}$  berechnet wird;

4°  $IPP_{IND-n,t-1}$ : entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Erzeugerpreisindexe für die Industrie ohne Baugewerbe in Belgien für das 1. Quartal 2019, d.h. 117,87;

5° IPPD<sub>n,t-1</sub>: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Preisindexe für die Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und Klimaanlage in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t, für das der  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  berechnet wird;

6° IPPD<sub>EGVAC-n0,t0</sub>: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Preisindexe für die Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und Klimaanlage in Belgien für das 1. Quartal 2019, d.h. 158,3;

7° IPA<sub>IND-n,t-1</sub>: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Erzeugerpreisindexe für die Erzeugnisse der Landwirtschaft und des Gartenbaus in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t, für das  $\Delta_{\text{Gas},n,t}$  berechnet wird;

8° IPAE<sub>n0,t0</sub>: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Erzeugerpreisindexe für die Erzeugnisse der Landwirtschaft und des Gartenbaus in Belgien für das 1. Quartal 2019, d.h. 112,09;

P<sub>m</sub>: Das arithmetische Mittel der Day-Ahead-Spotpreise für Erdgas auf dem Markt über ein volles Jahr, das sich vom 1. Januar 2019 bis zum 31. Dezember 2019 erstreckt, d. h. 13,46 EUR/MWh<sub>gaz</sub><sup>1</sup>;

ZTP<sub>spot, t-1</sub>: Das arithmetische Mittel der Day-Ahead-Spotpreise EEX Gas Day Ahead ZTP-Schlusspreise auf dem SPOT-Markt im Quartal t-1 vor dem Quartal, für das  $\Delta_{\text{gas},n,t}$  berechnet wird. Die Referenzzeiträume sind:

1° vom 1. Oktober n-1 bis zum 31. Dezember n-1 für das 1. Quartal n;

2° vom 1. Januar n bis zum 31. März n für das 2. Quartal n;

3° vom 1. April n bis zum 30. Juni n für das 3. Quartal n;

4° vom 1. Juli n bis zum 30. September n für das 4. Quartal n;

Der Faktor  $\Delta_{\text{gas},n,t}$  wird anteilig zwischen den verschiedenen betroffenen Quartalen angewendet, wenn der betrachtete Produktionszeitraum mehrere Quartale umfasst, die eine Revision des Faktors  $\Delta_{\text{gas},n,t}$  zur Folge haben.

**Art. 4** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/002435]

**20 DECEMBRE 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 37, § 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, en 38, § 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het rapport van 15 november 2023 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 24 november 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 74.959/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 24 november 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Gelet op het advies van de "S.C.R.L. CINERGIE", gegeven op 1 december 2023;

Gelet op het advies van de "S.A. BIOMETHANE DU BOIS D'ARNELLE", gegeven op 1 december 2023;

Gelet op het advies van de "S.A. VANHEEDE ENVIRONMENT GROUP", gegeven op 1 december 2023;

Gelet op het advies van de "Fédération des biométhaniseurs agricoles" (FEBA), gegeven op 28 november 2023;

Gelet op het advies van de Federatie van de hernieuwbare energiebronnen (EDORA), gegeven op 12 december 2023;

Gelet op het advies van de Federatie van de Belgische Elektriciteits- en Gasbedrijven (FEBEG), gegeven op 12 december 2023;

Gelet op het advies van "ValBiom Valorisation de la biomasse ASBL", gegeven op 12 december 2023;

Gelet op het advies van de "CWaPE", gegeven op 8 december 2023;

Overwegende dat de voorgestelde hervorming het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling inzake vier verschillende mechanismen wijzigt: de aanpassing van de steun op kwartaalbasis, het in aanmerking nemen van de ZTP-index, de indexering van het doelinkomen en de indeling van de installaties volgens het gemiddelde debietpercentage;

Overwegende dat de  $\Delta$ gaz-factor nu op kwartaalbasis wordt herzien in plaats van op jaarbasis, om de marktontwikkelingen beter te weerspiegelen;

Overwegende dat de berekeningsmethode rekening houdt met de ZTP-marktindex, die representatiever is voor de verkopen van de Waalse producenten;

Overwegende dat het passend is te voorzien in een mechanisme voor het indexeren van de door de producenten gedragen kosten en lasten;

Overwegende dat het passend is een indexeringsfrequentie aan te nemen die gelijk is aan die van de  $\Delta$ gaz-factor, namelijk driemaandelijks;

Overwegende dat het niet mogelijk is, om technische redenen gebonden aan het productieproces, om een installatie voor de productie van biomethaan te belemmeren, en het daarom niet mogelijk is voor producenten hun opname in een categorie die gebaseerd is op een debietcapaciteit te respecteren;

Overwegen dat het deel uitmaken van een categorie gebaseerd op de gemiddelde stroom van geïnjecteerd biomethaan over een periode tussen twee meterstanden moet worden vastgesteld om aanleiding te geven tot de toekenning van LGO gas uit HEB;

Overwegende dat artikel 15decies van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling voorziet in een mechanisme voor de reservering van bijkomende groene certificaten, moet de toekenning van groene certificaten aan een productiesite worden beperkt door een drempel toe te passen op de stroom van geïnjecteerd biomethaan; geïnjecteerd biomethaan boven deze drempel komt niet in aanmerking voor steun;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2022, wordt aangevuld met punt 34<sup>o</sup>, luidend als volgt:

"34<sup>o</sup> "gemiddelde debietsnelheid van biomethaan": de gemiddelde injectiesnelheid van biomethaan, uitgedrukt in Nm<sup>3</sup>/h, stemt overeen met de verhouding tussen het volume biomethaan dat is geïnjecteerd in een periode tussen twee meterstanden die aanleiding kunnen geven tot de toekenning van LGO gas uit HEB en het aantal uren van deze periode. "

**Art. 2.** In artikel 15decies, § 2, derde lid, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de woorden "bedoeld in bijlage14," ingevoegd tussen de woorden "op voorstel van de Minister" en de woorden ", op basis van de milieuprestatie".

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 14 ingevoegd, luidend als volgt:

"Bijlage 14. Berekeningsmethode van het toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten voor het debiet van biomethaan, artikel 15decies.

#### 1° DOEL

In deze bijlage wordt de toegepaste berekeningsmethode uiteengezet alsook de technische en economische kenmerken die worden gebruikt om het percentage van bijkomende groene certificaten te bepalen dat wordt toegekend aan fossiele warmtekrachtkoppelinginstallaties die in aanmerking willen komen voor artikel 15decies door het specifieke gebruik van labels met een RES-gasgarantie van oorsprong.

#### 2° TOEKENNINGSPERCENTAGE VAN GROENE CERTIFICATEN

Het aantal groene certificaten dat wordt toegekend aan fossiele warmtekrachtkoppelinginstallaties die gebruik maken van labels van garantie van oorsprong voor gassen hernieuwbare energiebronnen, en die in aanmerking komen voor de toekenning van bijkomende groene certificaten, wordt bepaald aan de hand van de volgende formules:

[1]	$CV = t_{CV} \times E_{enp}$	[CV]
[2]	$t_{CV} = \min(\text{plafond}; t_{CV, \text{régime initial}} + t_{CV, \text{additionnel}})$	[CV/MWhe]

Met:

$E_{enp}$ : geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MW<sub>u,e</sub>, beperkt tot de eerste schijf van 20 MW<sub>e</sub>;

plafond: het maximum toekenningspercentage vastgesteld bij artikel 38 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

$t_{CV}$ , oorspronkelijke regeling: toekenningspercentage dat volgens de oorspronkelijke regeling van de installatie voor warmtekrachtkoppeling van toepassing is;

$t_{CV}$ , bijkomend: toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten, op basis van de milieuprestatie van het gas uit HEB afgenomen van de gebruikte LGO-labels gas uit HEB, wat een extra virtuele besparing van CO<sub>2</sub> impliceert, de fractie van de vervangen brandstof van de installatie voor de productie van groene elektriciteit en de marktvoorwaarden;

### 3° TOEKENNINGSPERCENTAGE VAN BIJKOMENDE GROENE CERTIFICATEN

Het toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten wordt bepaald als volgt:

[3]	$t_{CV, \text{additionnel}} = \text{Gain}_{CO_2} * X_{G \text{ SER}} * \beta_{n,t}$	[CV/MWhe]
-----	---	-----------

Met :

$CO_2$ Winst: de relatieve winst in CO<sub>2</sub>-emissies van RES-gas in verhouding tot gas.

Deze factor wordt vastgesteld als volgt:

$\text{Gain}_{CO_2} = \left( \frac{N_{GN} - N_{G \text{ SER}}}{N_{GN}} \right) * \left( \frac{\alpha_{e, \text{réf}}}{\alpha_e} \right)$
--

Met :

$N_{GN}$ : de CO<sub>2</sub>-emissiecoëfficiënt van aardgas, namelijk tweehonderdeenenvijftig kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCI;

$N_{G \text{ SER}}$ : de CO<sub>2</sub>-emissiecoëfficiënt van gas uit hernieuwbare bronnen, uitgedrukt in kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCI en gelijkwaardig aan de coëfficiënt opgenomen op het label van garantie van oorsprong van gasen uit hernieuwbare energiebronnen, uitgedrukt in kg CO<sub>2</sub>/MWh<sub>p</sub> PCS, op basis van een  $PCS_{G \text{ SER}}$  /  $PCI_{G \text{ SER-ratio}}$  van 1,111;

$\alpha_e$ , ref: het elektrische referentierendement van een aardgascentrale, namelijk vijfenvijftig procent;

$\alpha_e$ : het elektrische rendement van de installatie voor fossiele warmtekrachtkoppeling die LGO gas uit HEB gebruikt;

$X_{G \text{ SER}}$ : de fractie biomethaan in de inkomende energie van de installatie voor warmtekrachtkoppeling, die overeenkomt met het quotiënt van de inkomende energie gekoppeld aan het aantal geannuleerde labels van garantie van oorsprong van gasen uit hernieuwbare energiebronnen, door de totale inkomende energie. Deze twee energieën worden beide uitgedrukt in PCI. De  $X_{G \text{ SER-coëfficiënt}}$  wordt vastgesteld als volgt:

$$X_{G\ SER} = \frac{N_{LGO} * \frac{PCI_{G\ SER}}{PCS_{G\ SER}}}{E_e}$$

Met :

$N_{LGO}$ : het aantal LGO-labels gas uit HEB dat door de producent van groene elektriciteit is geannuleerd om in aanmerking te kunnen komen voor het toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten;

$PCS_{G\ SER}$ : de calorische bovenwaarde van het gas uit HEB;

$PCI_{G\ SER}$ : de calorische onderwaarde van het gas uit HEB;

$E$  : binnenkomende energie, namelijk het geheel van de primaire energieën die door de installatie voor elektriciteitsproductie wordt verbruikt, vastgelegd op basis van hun PCI

$B_{n,t}$ : de economische coëfficiënt die rekening houdt met de marktvoorwaarden voor aardgas.

De economische coëfficiënt  $B_{n,t}$  wordt samengesteld als volgt:

$$\beta_{n,t} = q_{ECO} * \Delta_{gaz,n,t}$$

Met:

$q_{ECO}$ : de economische factor die door de Regering als volgt wordt vastgesteld op basis van de typologie van de installatie voor de productie van biomethaan, als het om een nieuwe of een uitgebreide installatie gaat, en om het gemiddelde debiet van biomethaan ervan:

	$\leq 750 \text{ Nm}^3/\text{h}$ (1)	$> 750 \text{ Nm}^3/\text{h}$ (1)
<b>Nieuwe installatie (2)</b>	2,6	2,25
<b>Uitbreiding van bestaande installatie (3)</b>	2,6	2,25
<b>TRI, CET, STEP (4)</b>	0	0

(1) Bepaalt de drempel voor het gemiddelde debiet van biomethaan. Degemiddelde debietsnelheid van biomethaan van een installatie wordt berekend bij elke toekenning van LGO gas uit HEB. Zodra hde gemiddelde debietsnelheid van biomethaan van een bepaalde installatie de spildrempel overschrijdt, wordt de  $q_{ECO}$  voor de categorie die overeenkomt met het gemiddelde debietsnelheid van biomethaan berekend voor de overeenkomstige periode, toegepast.

Het doel van het gebruik van een drempel is rekening te houden met de schaalfactor van een groter project, waarvan wordt aangenomen dat de productiekosten lager zijn dan die van een kleiner project. De drempel van  $750\text{Nm}^3/\text{h}$  is ingesteld.

(2) Een nieuwe installatie is een installatie op de locatie waar een vergister is geplaatst en die nog niet bestaat.

(3) Een installatie die niet voldoet aan de definitie van een nieuwe installatie wordt beschouwd als een uitbreiding van een bestaande installatie.



(4) Locaties die biogas produceren uit centra voor technische ingraving (CTI), sorteercentra of centrum van huisvuilbehandeling TRI en centra voor de behandeling van afvalwater STEP komen niet in aanmerking voor het mechanisme voor de toekenning van bijkomende groene certificaten bepaald in artikel 15decies.

$\Delta_{\text{gaz},n,t}$ : de factor die elk kwartaal door de Administratie wordt bepaald en die rekening houdt met de verandering in de spotprijs day-ahead van aardgas op de markt. Deze coëfficiënt is vastgesteld op 1 in 2019, op basis van een gemiddelde day-ahead spotprijs voor aardgas van 13,46 EUR/MWh PCS. Wanneer de day-ahead spotprijs voor aardgas de gemiddelde prijs van 13,46 EUR/MWh PCS overschrijdt, wordt de  $\Delta_{\text{gaz}}$ -factor gebruikt om de totale winst van de biomethaanproducent te verminderen, totdat de winst uit de bijkomende toekenning van groene certificaten nul wordt wanneer de day-ahead spotprijs van aardgas op de markt een plafondwaarde bereikt. Onder deze waarde neemt de  $\Delta_{\text{gas}}$ -factor integendeel toe om het beoogde minimumsteunniveau te garanderen.

De factor  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ , van toepassing op kwartaal t van jaar n, wordt als volgt berekend:

$$\Delta_{\text{gaz},n,t} = \max\left(0; \frac{P_M - ZTP_{\text{Spot},t-1}}{P_M - P_m}\right)$$

Met:

$P_M$  de prijs van aardgas waarvan wordt aangenomen dat de producent van biomethaan niet langer aanvullende steun nodig heeft om de rentabiliteit van zijn productie-eenheid te waarborgen. Voor 2019 is de waarde van deze parameter  $P_{M0}$  vastgesteld op 85 EUR/MWh<sub>gas</sub>.

Om de huidige waarde van  $P_M$  te bepalen, moet  $P_{M0}$  geïndexeerd worden volgens de volgende formule:

$$P_M = P_{M0} \times I$$

De indexeringsparameter I wordt als volgt berekend:

$$I = 0,4 + \left(0,2 \times \frac{ICHT_{n,t-1}}{ICHT_{n0,t0}}\right) + \left(0,2 \times \frac{IPP_{IND-n,t-1}}{IPP_{IND-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPPD_{EGVAC-n,t-1}}{IPPD_{EGVAC-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPA_{E-n,t-1}}{IPA_{E-n0,t0}}\right)$$

waar :

1°  $ICHT_{n,t-1}$ : komt overeen met de loonkostenindex in de sector van de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  wordt berekend;

2°  $ICHT_{n0,t0}$ : komt overeen met de loonkostenindex in de sector van de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, in het 1e kwartaal van 2019, namelijk 97,77;

3°  $IPP_{IND-n,t-1}$ : komt overeen met het gemiddelde van de indexcijfers van de producentenprijzen voor de industrie exclusief bouwnijverheid in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de  $\Delta_{\text{gas},n,t}$  wordt berekend;

4°  $IPP_{IND-n0,t0}$ : komt overeen met het gemiddelde van de indexcijfers van de producentenprijzen voor de industrie exclusief bouwnijverheid in

België, gepubliceerd op Statbel, voor het 1e kwartaal van 2019, namelijk 117,87;  
 5° IPPDE<sub>EGVAC-n,t-1</sub>: komt overeen met het gemiddelde van de indexcijfers voor de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  wordt berekend;  
 6° IPPDE<sub>EGVAC-n0,t0</sub>: komt overeen met het gemiddelde van de indexcijfers voor de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, voor het 1e kwartaal van 2019, namelijk 158,3;  
 7° IPAE<sub>n,t-1</sub>: komt overeen met het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de producentenprijzen van land- en tuinbouwproducten in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de  $\Delta_{\text{gas},n,t}$  wordt berekend;  
 8° IPAE<sub>n0,t0</sub>: komt overeen met het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de producentenprijzen van land- en tuinbouwproducten in België, gepubliceerd op Statbel, voor het 1e kwartaal van 2019, namelijk 112,09;

$P_m$ : het rekenkundig gemiddelde van de day-ahead spotprijzen van aardgas op de markt over een volledig jaar, lopend van 1 januari 2019 tot 31 december 2019, namelijk 13,46 EUR/MWh<sub>gas</sub><sup>1</sup>;

ZTP<sub>spot, t-1</sub>: het rekenkundig gemiddelde van de slotkoers day-ahead spotprijzen EEX Gas Day Ahead ZTP op de SPOT-markt over het kwartaal t-1 voorafgaand aan het kwartaal waarvoor de  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  wordt berekend. De referentieperioden zijn de volgende:

- 1° van 1 oktober n-1 tot 31 december n-1 voor het 1e kwartaal n;
- 2° van 1 januari n tot 31 maart n voor het 2e kwartaal n;
- 3° van 1 april n tot 30 juni n voor het 3e kwartaal n;
- 4° van 1 juli n tot 30 september n voor het 4e kwartaal n.

De factor  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$  wordt pro rata toegepast tussen de verschillende betrokken kwartalen wanneer de betrokken productieperiode verschillende kwartalen beslaat die aanleiding geven tot een herziening van de factor  $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ .

**Art. 4.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.  
 Namen, 20 december 2023.

Voor de Regering:  
 De Minister-President,  
 E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
 Ph. HENRY

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/002750]

14 DECEMBER 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de graden van de medewerkers van HYDRIA die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, in toepassing van het artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op het artikel 26 van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op de statuten van HYDRIA gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 april 2022;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/002750]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les grades des collaborateurs d'HYDRIA qui constituent un même degré de la hiérarchie, en application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 ;

Vu l'article 26 de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

Vu les statuts d'HYDRIA publiés au *Moniteur belge* du 30 mars 2022 ;